

	Référence dossier : N° PC00104324A0051T01	
	Déposé le 07/07/2026, réceptionné affiché en Mairie le 10/07/2026	
	Par : SA ALLIADE HABITAT Représenté par : Monsieur GIRAUD Sylvain Demeurant à : 173 avenue Jean Jaurès, 69007 Lyon Sur un terrain sis : Route de Genève, 01700 BEYNOST Refs cadastrales : Section AK-0830	Description du projet : -Transfert total du permis de construire pour la construction de 20 logements dont 6 sociaux.

Madame le Maire,

VU la demande de transfert susvisée, formulée par Monsieur GIRAUD Sylvain représentant la société ALLIADE HABITAT et acceptée par Monsieur BARRANGER Philippe représentant de la société EUROPEAN HOMES 349,

VU le Code de l'Urbanisme, en particulier le livre IV relatif aux constructions, aménagements et démolitions,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé l'approuvé le 16/12/2019, modifié le 13/06/2024 et le 04/02/2026,

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé le 16/01/2006,

VU le permis de construire n° PC00104324A0051 délivré par tacite le 11/07/2025,

A R R Ê T E

Article 1 : Le permis de construire n° PC00104324A0051 délivré par tacite le 11/07/2025 est TRANSFERE.

Article 2 : Les conditions particulières figurant au permis délivré par tacite le 11/07/2025 sous le numéro n° PC00104324A0051 sont intégralement maintenues.

La présente décision de transfert n'apporte aucun changement à la période de validité du permis d'origine.

BEYNOST, le 23/07/26

Le Maire,
Caroline TERRIER

POUR LE MAIRE
L'ADJOINT(E) DELEGUE(E)
M. Jean-Pierre
COTTAZ



INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Elle doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

DROIT DES TIERS : La présente décision est délivrée sans préjudice du droit des tiers (contrats, servitudes, ...) qu'il appartient au bénéficiaire de respecter.

TRANSMISSION - COMMENCEMENT DES TRAVAUX : La présente autorisation sera transmise au représentant de l'État, sous quinzaine. Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire, c'est-à-dire à compter de cette transmission et de la notification au bénéficiaire.

AFFICHAGE : L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres visibles depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la superficie du terrain, la superficie de plancher et la hauteur de la construction. Il mentionne que le dossier peut être consulté en mairie et qu'un recours administratif ou contentieux d'un tiers contre cette autorisation doit être notifié sous peine d'irrecevabilité, à l'auteur de l'acte et à son bénéficiaire. Il est également affiché en mairie par les soins des services municipaux.

VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 2 ans à compter de sa notification, ou de la date à laquelle l'autorisation a été accordée tacitement. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, sur demande présentée deux mois avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres, les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez proroger. Votre demande en double exemplaires doit être soit adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, soit déposée contre décharge à la mairie.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Dans le délai de deux mois à compter de sa notification, pour le pétitionnaire, ou pour les tiers, à compter du premier jour de l'affichage sur le terrain et pendant 2 mois, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte (Monsieur le Maire) ou d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif de Lyon.



POUR LE MAIRE